**L’Union européenne : entre le *stop and go* !**

**L**’Europe est aujourd’hui enfoncée dans une crise économique d’une grande ampleur. Le chômage dépasse les 10% de la population active et atteint le seuil critique des 20% dans certains Etats de l’Europe du sud. La croissance économique de l’Union est faible voire quasi-nulle. Au nom d’un « *ordolibéralisme* » les États européens se sont majoritairement et simultanément lancés dans des politiques d’austérité pensant conjurer cette conjoncture, mais aujourd’hui ils doutent logiquement de leur choix malgré quelques chiffres légèrement encourageants.

Comment l’Europe en est-elle arrivée là ?

Plus de cinquante ans après le traité de Rome, l’Union européenne empêtrée dans la pire crise de son histoire, semble en panne.

Ses résultats économiques médiocres amplifient et consolident la progression des eurosceptiques dans les pays du continent.

Cette vision négative de l’Union qui se propage, bloque l’émergence d’une nouvelle étape dans sa construction à défaut d’une cohésion sociale européenne.

Ce n’est pas surprenant, car s’unir dans la diversité par l’intermédiaire des échanges sur les bases d’une concurrence libre et non faussée entre vingt- huit pays, est structurellement défavorable au développement économique et social de l’Union européenne.

En choisissant l’élargissement plutôt que l’approfondissement, les dirigeants européens ont encouragé la compétition entre les pays européens de l’Est et de l’Ouest, les poussant ainsi dans des comportements égoïstes.

Quelle illusion de croire que les liens commerciaux créent des liens sociaux ! Quelle illusion de croire que les écarts économiques et sociaux entre ces pays finiront bien par s’estomper grâce à leur adhésion commerciale à l’Union ! Ce qui a été vrai pour l’Espagne ou le Portugal en 1986, ne l’est pas nécessairement pour les pays européens entrés en 2004, du fait de leur nombre,  de leurs structures économiques et sociales et des nouvelles forces concurrentielles qui se sont développées sur le marché.

De tels écarts, dans un marché unique sans harmonisation sociale et fiscale, conduisent les Nations européennes à l’affrontement économique et au développement du chacun pour soi, plutôt qu’à la coopération. Ils favorisent le dumping social et fiscal, dans lequel la libre circulation des capitaux et celle des services relative au détachement des salariés, profitent davantage aux pays ayant les coûts du travail les plus faibles et la fiscalité la plus avantageuse. Chacun cherche désormais à exporter davantage chez ses voisins et à attirer les capitaux chez lui. Le gain qui en résulte est relatif et provisoire, car tous recherchent à développer leur avantage concurrentiel.

Or cette baisse généralisée du coût du travail réduit dans le même tempsla demande intérieure européenne. Elle pénalise la croissance, aggrave le chômage et développe les importations de produits étrangers moins chers.

Ce dumping intra-européen lié à l’élargissement de l’Europe, favorise les délocalisations et multiplie les fermetures d’usines devenues moins rentables. Il met en péril certaines filières entières ne pouvant plus faire face à la concurrence sur le marché européen à cause de coûts de travail trop élevés. C’est le cas par exemple de la filière porcine et agroalimentaire française de la Bretagne.

De plus, le primat du dogme concurrentiel a empêché la constitution d’entreprises industrielles européennes, de groupes européens, au nom du risque de la position dominante prohibée par la règle de la concurrence libre et non faussée. De fait, les grandes entreprises nationales se sont tournées vers le marché asiatique. L’offre européenne s’est atomisée et externalisée. C’est la raison pour laquelle l’Union européenne a la plus grande difficulté à protéger son grand marché de la concurrence des pays émergents.

D’autre part, ce primat de la concurrence a incité les pays européens à se lancer dans une course effrénée à la baisse des impôts afin d’attirer les investisseurs. Cette course a réduit les recettes fiscales des Etats, notamment des plus grands, et a ainsi aggravé leur déficit budgétaire. Cela a alourdi leur dette publique et les a contraints sous la pression des marchés financiers,  à instaurer des plans d’austérité plus ou moins sévères selon leur niveau d’endettement.

Or, le problème fondamental des vingt-huit États qui partagent le même marché est celui de la solidarité. Pour faire face à la crise et à la mondialisation, il leur faut avancer groupés et rester solidaires. Ce n’est qu’unie que l’Europe peut être forte. Pourtant certains États européens  refusent encore de s’engager dans cette voie collective. Les États européens semblent paradoxalement unis dans leur volonté de retrouver la croissance, mais terriblement désunis dès qu’il s’agit de définir une méthode ou une politique commune. L’avancée européenne est devenue soumise au tempo du *stop and go* : des pas économiques auxquels succèdent des piétinements politiques.

Il est donc urgent que l’Europe franchisse une autre étape dans son processus d’intégration et qu’elle œuvre à la construction d’une Europe de la solidarité avant que l’Union ne se fissure davantage. La réussite solidaire doit primer sur l’exploit solitaire, sinon l’Union européenne pourrait se transformer en désunion.

L’Europe sociale devient désormais l’étape indispensable pour poursuivre le processus d’intégration et assurer son développement.

Mais à défaut d’un projet social européen véritablement fédérateur, il sera toujours difficile de créer une solidarité entre les Etats qui partagent pourtant le même marché et pour certains la même monnaie.

Pour réaliser un tel exploit les pays européens doivent renoncer à une partie de leur souveraineté nationale et il n'est dès lors pas certain que les Nations européennes seront prêtes à faire une telle concession pour que le « *Go* » l’emporte sur le « *Stop* » !

 Gérard Fonouni

G.